

Société

Le concept de « *Société* » apparaît assez rarement dans les textes de Proudhon antérieurs à 1850 alors que les termes dérivés de la même racine (*social, question sociale, révolution sociale*), abondent. Ce paradoxe n'est cependant qu'apparent. L'idée et la réalité de la société sont, en effet, brièvement évoquées sans donner lieu ici à aucun développement. Lorsqu'il rappelle, dans *Le Système des contradictions économiques* : « *Dans la Société actuelle, le progrès de la misère est parallèle et adéquat au progrès de la richesse* » (*Contr. éco.* I, 89), il ne fait que rappeler son objet d'analyse qui est proposé au lecteur depuis le début de l'ouvrage, celui de l'inégalité sociale. Le terme de *Société* désigne alors, sans autre précision, tout groupement humain, avec ses divisions et ses rapports de force. Dans le *Premier Mémoire* comme dans *Le Système des contradictions* et dans les écrits de cette période, le terme de *Société* renvoie, sans élaboration théorique, à des phénomènes sociaux distincts appréhendés sur le mode critique.

De plus, les objectifs des ouvrages antérieurs à 1848 sont avant tout critiques et le vocabulaire expressif des analyses dénonciatrices est plus riche et varié que tout autre mode d'expression. Proudhon définit alors longuement les termes de la pensée critique et dénonciatrice (*contradiction, propriété, vol, domination...*) et ne se soucie pas de problématiser le terme de « société » au sein d'une réflexion de Philosophie ou de science politique sur le symbolique.

Il n'en est plus de même dans les ouvrages ultérieurs, et notamment dans les recherches consacrées à la Fédération. Dans ces pages, le mot de *Société* est placé au centre de questions théoriques fondamentales conduisant à la construction et à la légitimation de la Fédération. Proudhon s'interroge alors, dans le *Principe fédératif*, sur une question générale : celle de la possibilité d'une société rationnelle qui pourrait être qualifiée de société *libre*, fondée non plus sur le seul principe de l'Autorité, source du despotisme, ni sur le seul principe de la Liberté, source d'incohérence. Une société libre est-elle possible, c'est-à-dire telle que tous les éléments de cette société soient engagés dans des rapports d'égalité et de souveraineté réciproque ?

Le terme de *société* pose donc problème : celui-là même de l'existence de ce qu'il évoque. Il pose la question de ce qui constitue sa nature. Le grand débat contre le traditionalisme politique est ici éclairant. Les traditionalistes, en faisant de la famille la base et le modèle de l'organisation sociale, ont proposé une image archaïque de la société, ignorante de l'histoire. La famille patriarcale, avec son unité organique et ses relations de subordination, a servi de modèle aux sociétés antiques et féodales fondées sur des rapports de souveraineté et d'autorité, mais la démocratie industrielle moderne tend précisément à ruiner ce type d'organisation.

En posant le principe selon lequel « L'unité constitutive de la société est l'atelier » (*Contr. éco.* I, 238), la pensée moderne récuse la vision traditionnelle et féodale de la société et fait des fonctions, des forces et des rapports économiques, sa réalité même.

Dès lors les questions fondamentales à poser ne sont plus celles des hiérarchies ou des croyances religieuses, mais, en premier lieu, celles qui sont relatives au travail et aux relations économiques. Puisque les forces constitutives de la société, le capital et le travail, assurent la vie et la richesse de la collectivité, pourquoi sont-elles antinomiques et en conflit permanent ? Puisque le travail de production est la source de la vie commune, pourquoi « l'aubaine » est-elle accaparée par les propriétaires et pourquoi le conflit ne cesse de se renouveler entre bourgeoisie et prolétariat ? Tous ces problèmes s'approfondissent simultanément avec le projet de définir une nouvelle société qui serait, non plus hiérarchisée, mais construite conformément au principe fédératif.

Cette autre société est-elle possible et donc, une autre définition fondée sur de tout autres principes ? Sans entrer ici dans la discussion sur les distinctions à faire entre anarchisme et fédéralisme selon la pensée proudhonienne, on peut accorder que les écrits de la période dite anarchiste : (*Le Premier Mémoire, Le Système des contradictions économiques, Les Confessions d'un Révolutionnaire*) font essentiellement œuvre de critique contre l'appropriation capitaliste, contre les contradictions économiques du capitalisme, contre l'accaparement des pouvoirs par la classe bourgeoise.

En reposant la question de l'organisation sociale dans sa totalité, en posant le problème de la société « libre », Proudhon est conduit à donner au concept de *Société* une importance dont il était antérieurement dépourvu. Ce concept désigne désormais l'objet essentiel d'une recherche sur les principes fondamentaux d'une organisation sociale libérée des aliénations. Cette société de liberté serait réalisée par la généralisation du Fédéralisme dans toutes les fonctions sociales depuis la « *Fédération agricole-industrielle* » jusqu'aux fonctions politiques confédérées.

Au lieu d'être abandonnée aux aléas des concurrences privées, la production serait organisée au niveau des communes, des villes et des régions, en associations libres agricoles et industrielles, lieux d'échanges et d'entraide. Au lieu d'être déchirée en classes rivales, la société serait composée de centres fédérés selon les normes de la mutualité. Au lieu d'être divisées en nations régies par les principes de l'unité et de l'indivisibilité, les sociétés, elles-mêmes organisées en fédérations multiples, poursuivraient, au niveau des relations internationales, le même principe fédératif, principe pluraliste d'indépendance et d'autonomie.

Le concept même de *Société* change radicalement de sens : au lieu d'évoquer l'unité contraignante et l'éventualité des guerres internationales, il désigne un univers de libertés et d'initiatives créatrices.

Pierre Ansart

Renvois : Aubaine, Classe sociale, Fédéralisme, Peuple, Raison